

Centrum	Erkenning	Procentuele werkgeversbijdrage
LA BASTIDE	DCV	51,74 %
LA BRAISE	DCV	52,13 %
LA FAMILLE	DCV	50,64 %
LA FORESTIERE	DCV	52,09 %
LA FORET	DCV	53,05 %
LE GRAIN	DCV	51,91 %
LE PRETEXTE	DCV	51,28 %
LES TROPICQUES	DCV	49,92 %
LES VRAIES RICHESSES	DCV	51,66 %
SESAME	DCV	52,93 %
DCV = dagcentrum voor volwassenen		
CREB EVEIL	DCK	51,69 %
CREB SOLIDARITAS	DCK	51,49 %
GRANDIR	DCK	50,73 %
DCK = dagcentrum voor kinderen		

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2011/1267 van 27 september 2012 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

E. HUYTEBROECK,
Lid van het College bevoegd voor het
Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 3643

[C - 2012/31786]

27 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté 2011/1268 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées modifié par les décrets des 5 février 2004, 9 juillet 2010 et 29 octobre 2010, les articles 36, 37, 38 et 64;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004, 14 juillet 2005, 22 septembre 2005, 21 septembre 2006, 21 novembre 2007 et 19 mars 2009;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 5 octobre 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 14 décembre 2011;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget;

Vu l'avis n° 51.840/2/V du Conseil d'Etat, donné le 22 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004, 14 juillet 2005, 22 septembre 2005, 21 septembre 2006, 21 novembre 2007 et 19 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1. L'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « membre du Collège : le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la politique d'aide aux personnes handicapées »;

2. L'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit : « arrêté du Collège du 18 octobre 2001 : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le

secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, le deuxième alinéa du point 18 est remplacé par ce qui suit :

« Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le centre transmet à l'administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. A l'engagement, le centre exige de recevoir un extrait du casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel. ».

Art. 4. Dans l'article 15 du même arrêté, le deuxième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au président du Conseil d'administration, à la direction et aux organisations syndicales. ».

Art. 5. Dans l'article 17 du même arrêté, le point 4 est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Les mesures qui sont mises en œuvre lorsqu'une personne handicapée contrevient aux règles de vie et de fonctionnement ou en cas de détérioration du matériel ou du bien mis à la disposition de la personne handicapée. ».

Art. 6. Dans l'article 18 du même arrêté, le point 3 est remplacé par la disposition suivante :

« 3. Le projet de prise en charge qui comprend notamment les modalités et le rythme des évaluations, les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

Le rythme des évaluations sera d'au minimum une fois tous les 18 mois. ».

Art. 7. Dans l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. le point 4, c) est remplacé par ce qui suit : « 4. c) le projet de prise en charge qui comprend notamment les évaluations, les objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir. »;

2. au point 7, les mots « un volet relatif aux contributions financières » sont abrogés.

Art. 8. L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25 : § 1^{er} Le centre dispose en nombre suffisant de locaux destinés :

- à la gestion du centre;
- au séjour (salon, salle à manger, salle de jeux);
- au service social;
- aux activités éducatives et rééducatives;
- à la consultation psychologique;
- à l'infirmerie et aux examens médicaux;
- aux visites.

§ 2. Si le centre est organisé conjointement à un centre d'hébergement dans la même infrastructure, les locaux visés au § 1^{er} sont pris en considération pour le respect des normes du centre. ».

Art. 9. Dans l'article 26 du même arrêté, le mot « passif » est abrogé.

Art. 10. L'article 27 du même arrêté est abrogé.

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 3 qui est jointe en annexe du présent arrêté.

Art. 12. Dans l'article 32 du même arrêté, le point 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3) une subvention pour la prise en charge du personnel visé à la section 3 du chapitre II.

Ces subventions ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées.

La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 3 du présent arrêté.

Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.

Pour les centres agréés après le 1^{er} janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales des centres de jour pour enfants scolarisés.

La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.

Si lors de l'engagement d'un nouveau travailleur au sein de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, l'ancienneté moyenne de cette équipe au sein du centre déterminée, en fonction des équivalents temps plein subventionnés, la veille de l'engagement de ce nouveau travailleur est supérieure à 10 ans, la subvention pour frais de personnel de celui-ci est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 5 années d'ancienneté maximum. Si ce nouveau travailleur exerce une fonction de chef-éducateur, d'éducateur chef de groupe ou de licencié en psychologie, la subvention pour frais de personnel est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 10 années d'ancienneté maximum.

On entend par nouveau travailleur, une personne dont les prestations dans le cadre de son contrat de travail précédent n'ont pas été subventionnées sur base du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées. ».

La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem » est attribuée sur le même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un trois - quart ou d'un temps plein à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem » :

les frais liés au travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem »;

les frais liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre de cette disposition;

la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application de la convention collective de travail dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem ».

La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés.

Elle est accordée comme suit :

a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute;

b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire.

La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. ».

La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. ».

Art. 13. L'article 33 du même arrêté est complété par ce qui suit :

« , ainsi que de la dispense de versement du précompte professionnel à condition que ces montants soient réinvestis dans des frais de personnel. ».

Art. 14. Dans l'article 35 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. le § 1^{er} est remplacé par le paragraphe suivant : « § 1^{er}. Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée. Sur demande justifiée, l'Administration peut accorder un délai complémentaire de maximum 3 mois. »;

2. dans le § 2, l'alinéa commençant par les mots « concernant la subvention pour frais de personnel » et se terminant par les mots « la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé » est remplacé par l'alinéa suivant :

« Concernant la subvention pour frais de personnel :

- les comptes individuels de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction;
- un détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée;
- l'attestation C 450bis émanant de l'ONSS;
- l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel;
- le décompte définitif de l'assurance-loi;
- pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le centre;
- le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail;
- le décompte définitif de la médecine du travail;
- la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé. ».

Art. 15. Dans l'article 36 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. au 1^{er} alinéa, les mots : « sur une période maximale de 12 mois et après concertation avec la direction du centre » sont ajoutés après les mots : « elle récupère »;

2. au 2^e alinéa, les termes : « en vigueur cette année » sont abrogés.

Art. 16. L'article 39 du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Les frais admissibles au niveau de la subvention pour frais de personnel peuvent justifier la subvention de fonctionnement. ».

Art. 17. A l'article 40 du même arrêté, les §§ 1^{er}, 2, 3 et 4 sont abrogés.

Art. 18. Dans l'article 45 du même arrêté, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant prévu à l'article 44 est diminué pour tenir compte du nombre de jours ouvrables du mois suivants :

a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents ou ceux qui en ont la charge à raison d'un maximum de 12 jours ouvrables par année civile,

b) les jours d'absences justifiés par un certificat médical,

c) les jours d'absence justifiés par un certificat d'hospitalisation,

d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire,

e) les jours d'absence justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 30 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours ouvrables,

f) les jours d'absence pour les vacances scolaires,

g) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration,

h) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal,

i) les journées pédagogiques prévues dans le projet collectif du centre,

selon la formule suivante : $A - 90 \% \text{ de } A \times B/C$

j) les jours d'absence dans le mois au cours duquel la convention de prestation personnalisée débute ou s'achève,

selon la formule suivante : $A - 100 \% \text{ de } A \times B/C$

où

A = la contribution financière prévue à l'article 44

B = le nombre de jours d'absence ouvrables du mois tels que précisés au présent article,

C = le nombre de jours ouvrables du mois considéré. ».

Art. 19. L'article 48 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 48 : Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et d'accueil excepté le remboursement des frais liés à la détérioration volontaire du matériel ou du bien mis à la disposition de la personne handicapée. ».

Art. 20. Dans l'annexe 2 du même arrêté relative aux dépenses admissibles pour la justification de la subvention de fonctionnement des centres de jour pour enfants scolarisés, les modifications suivantes sont apportées :

1 Soins	Services extérieurs de toilette et de soins
	Achat de biens pharmaceutiques - Spécialités
	Achat de matérielposable
4. Alimentation y compris la nourriture entérale et le matériel indispensable à son absorption ainsi que les substituts alimentaires	
10 Autres frais	Entretien et réparations matériel informatique (yc les adaptations électroniques ou non)
	Fournitures informatiques (yc les adaptations électroniques ou non)
14 Entretien et réparations	
14.3 Mobilier et matériel roulant	Achat, entretien et réparations mobilier
	Achat, entretien et réparations matériel de bureau
	Achat, entretien et réparations matériel informatique
	Achat, entretien et réparations matériel roulant

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 22. Le membre du Collège compétent en matière de Politique d'Aide aux Personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 septembre 2012.

Par le Collège,

C. DOULKERIDIS,
Président du Collège

E. HUYTEBROECK
Membre du Collège
en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

« Annexe 1^{re} de l'arrêté 2011/1268
 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002
 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés
 Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002
 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés »

Centre	Agrément	Taux de charges patronales
CENTRE ARNAUD FRAITEUR	CJES	51.44 %
CITE JOYEUSE	CJES	52.52 %
CLC LA CLAIRIERE	CJES	52.00 %
INSTITUT DECROLY	CJES	51.22 %
IRAHM	CJES	50.95 %
IRSA	CJES	51.50 %
LA FAMILLE	CJES	50.33 %
WAR MEMORIAL	CJES	51.90 %
CJES =		

Vu pour être annexé à l'arrêté 2011/1268 modifiant l'arrêté du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés

Par le Collège de la Commission communautaire française,

Président du Collège,
 C. DOULKERIDIS

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
 E. HUYTEBROECK

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 3643

[C – 2012/31786]

27 SEPTEMBER 2012. — Besluit 2011/1268 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van personen met een handicap en hun inschakeling in het arbeidsproces, gewijzigd door het decreet van 5 februari 2004, 9 juli 2010 en 29 oktober 2010, de artikelen 36, 37, 38 en 64;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002, 1 april 2004, 14 juli 2005, 22 september 2005, 21 september 2006, 21 november 2007 en 19 maart 2009;

Gelet op het advies van de afdeling « Gehandicapte personen » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 5 oktober 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 2011;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting;

Gelet op het advies nr. 51.840/2/V van de Raad van State, gegeven op 22 augustus 2012, in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002, 1 april 2004, 14 juli 2005, 22 september 2005, 21 september 2006, 21 november 2007 en 19 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. lid 5 wordt vervangen door hetgeen volgt : « Collegelid : het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap »;

2. lid 6 wordt vervangen door hetgeen volgt : « besluit van het College van 18 oktober 2001 : besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid van punt 18 vervangen door hetgeen volgt :

« Voor ieder personeelslid dat tijdens de erkenningsperiode in dienst genomen wordt, bezorgt het centrum een kopie van het arbeidscontract aan de administratie, evenals elk bewijs dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en zijn anciënniteit. Bij de indienstneming eist het centrum een uittreksel uit het strafregister, waarvan de afgifte datum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. Dit document maakt deel uit van het persoonlijk dossier van ieder personeelslid. »

Art. 4. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« De administratie deelt de beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning onverwijld mee aan de voorzitter van de raad van bestuur, aan de directie en aan de vakbondsorganisaties. »

Art. 5. In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt punt 4 vervangen door de volgende bepaling :

« 4. de maatregelen die worden toegepast wanneer een persoon met een handicap de leef- en werkingsregels overtreedt of in het geval van beschadiging van het materiaal of het goed dat aan de persoon met een handicap ter beschikking wordt gesteld. »

Art. 6. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt punt 3 vervangen door de volgende bepaling :

« 3. het zorgplan dat meer bepaald de modaliteiten voor en de frequentie van de evaluaties omvat, evenals de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken.

De evaluaties vinden minstens een keer om de 18 maanden plaats. »

Art. 7. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 4, c) wordt vervangen door hetgeen volgt : « 4. c) het zorgplan dat meer bepaald de evaluaties omvat, evenals de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken. »

2. in punt 7 worden de woorden « een luik met betrekking tot de financiële bijdragen » geschrapt.

Art. 8. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 25. § 1. Het centrum beschikt over een voldoende aantal lokalen bestemd voor :

- beheer van het centrum;
- verblijf (living, eetzaal, speelzaal);
- sociale dienst;
- opvoedende en heropvoedende activiteiten;
- psychologische raadpleging;
- zorgverstrekking en medisch onderzoek;
- bezoek.

§ 2. Indien het dagcentrum samen met een verblijfscentrum in dezelfde infrastructuur gevestigd is, worden de in paragraaf 1 bedoelde lokalen in aanmerking genomen voor de naleving van de normen van het centrum. »

Art. 9. In artikel 26 van hetzelfde besluit wordt het woord « passief » geschrapt.

Art. 10. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 11. Aan hetzelfde besluit wordt een bijlage 3 toegevoegd, die als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

Art. 12. In artikel 32 van hetzelfde besluit wordt punt 3 vervangen door hetgeen volgt :

« 3) een toelage voor de tenlasteneming van het personeel bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk II.

Deze toelagen mogen niet worden gebruikt voor andere lasten dan deze waarvoor ze zijn bestemd.

De toelage voor personeelskosten wordt berekend op basis van de in bijlage I NM van het NM-besluit vastgelegde barema's op basis van de in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgelegde anciënniteit. De baremaschalen die met elke functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit. De betoelaagde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden voor die functies zijn vastgelegd in bijlage III NM van het NM-besluit. Deze barema's worden aangevuld met de hard- of standplaatstoelage die wordt bepaald volgens de principes die zijn vastgelegd in punt 9 van bijlage V NM van het NM-besluit.

Het zo verkregen bedrag wordt aangevuld met een procentuele werkgeversbijdrage die begrensd is tot het in bijlage 3 van dit besluit vermelde percentage.

Deze procentuele werkgeversbijdrage heeft betrekking op punten 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 en 11 van bijlage V NM van het NM-besluit.

Deze toelage wordt verhoogd met maximaal een procent voor de gerechtvaardigde opleidingskosten en de kosten voor het toezicht op het betoelaagde personeel.

Voor de na 1 januari 2011 erkende centra stemt de procentuele werkgeversbijdrage overeen met de gemiddelde procentuele werkgeversbijdrage van de dagcentra voor schoolgaande kinderen.

De toelage voor personeelskosten is beperkt tot de personeelsleden die zijn opgenomen in het betoelaagd personeelskadaster dat door het centrum is gevalideerd. Hiertoe bezorgt de administratie elk centrum vóór 15 februari van het volgende jaar een tabel met alle betoelaagde en niet-betoelaagde personeelsleden. Het centrum valideert dit document uiterlijk op 15 maart.

Wanneer, bij de aanwerving van een nieuwe werknemer in het psychologische, opvoedende, heropvoedende en sociale team, de gemiddelde anciënniteit van dat team in het desbetreffende centrum, in functie van de betoelaagde voltijdse equivalenten, aan de vooravond van de aanwerving van de nieuwe werknemer, meer dan tien jaar bedraagt, dan wordt de toelage voor personeelskosten voor die werknemer geplafonneerd tot de kosten die overeenstemmen met die van een werknemer met maximaal vijf jaar anciënniteit. Wanneer de nieuwe werknemer de functie van hoofdopvoeder, opvoeder-groepsleider of licentiaat in de psychologie uitoefent, dan wordt de toelage voor personeelskosten geplafonneerd tot de kosten die overeenstemmen met die van een werknemer met maximaal tien jaar anciënniteit.

Onder nieuwe werknemer wordt verstaan, de persoon van wie de prestaties in het kader van zijn vorige arbeidsovereenkomst niet betoelaagd werden in het kader van het decreet van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

De toelage voor personeelskosten van een werknemer die een maatregel inzake eindeloopbaanregeling geniet, het zogenaamde « Tandemplan », wordt toegekend voor hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij presteerde voordat hij zijn prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn prestaties van een driekwartijdse of een voltijdse betrekking tot een halftijdse betrekking verminderde, wordt niet in aanmerking genomen.

Worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de toelage voor personeelskosten van een werknemer die een maatregel inzake eindeloopbaanregeling geniet, het zogenaamde « Tandemplan » :

de kosten verbonden aan de werknemer die een maatregel inzake eindeloopbaanregeling geniet, het zogenaamde « Tandemplan »;

de kosten verbonden aan de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking verminderde in het kader van deze bepaling;

de bijdrage die wordt gestort in het sociaal fonds « Old Timer » in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst in de termen waarin die werd afgesloten binnen het Paritair Comité 319.02 tot invoering van de bepalingen betreffende de eindeloopbaanregeling, « Tandemplan » genaamd.

Voor de toelage wordt rekening gehouden met een vergoeding die aan de betoelaagde directeurs wordt toegekend.

Deze vergoeding wordt toegekend als volgt :

a) de directeurs die houder zijn van een universitair of gelijkgesteld diploma op 31 december 2000, krijgen een vergoeding van 5 % berekend op basis van hun jaarlijkse brutoloon;

b) de directeurs die niet-houder zijn van een universitair diploma, krijgen een vergoeding die overeenstemt met het verschil tussen hun barema en het barema van universitair directeur.

De toelage wordt vermeerderd met de kosten van de boekhouding op voorwaarde dat de boekhoudkundige norm waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

De toelage wordt vermeerderd met de kosten van het sociaal secretariaat of de kosten van de door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid erkende dienstverleners inzake loon- en salarisbeheer en op voorwaarde dat de norm van het administratief team waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

De toelage wordt vermeerderd met de wasserijkosten op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van technicus, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

De toelage wordt vermeerderd met de kosten voor het bereiden van de maaltijden op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee rekening is gehouden voor de toelage voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende toelage beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet-gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon dat is gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van technicus, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar. »

Art. 13. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met hetgeen volgt :

« alsook de vrijstelling van de doorstorting van bedrijfsvoorheffing op voorwaarde dat die bedragen in de personeelskosten worden geïnvesteerd. »

Art. 14. In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende paragraaf : « § 1. Vóór 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de toelage aangevraagd wordt, dient het centrum bij de administratie een dossier met bewijsstukken in voor de berekening van de jaarlijkse toelage. Op grond van een gemotiveerd verzoek kan de administratie een bijkomende termijn van maximaal 3 maanden toekennen. »

2. in paragraaf 2 wordt het lid dat begint met de woorden « wat betreft de toelage voor de personeelskosten » en eindigt met de woorden « de lijst van de personen die de aanvullende prepensioensvergoeding genieten samen met de individuele rekening van elke geïnteresseerde » vervangen door het volgende lid :

« Wat de toelage voor personeelskosten betreft :

- de individuele rekening van alle werknemers uitgesplitst per erkenning en per functie;
- een overzicht van het dubbel vakantiegeld van alle werknemers uitgesplitst per erkenning en per functie voor het begrotingsjaar volgende op het begrotingsjaar waarvoor de jaarlijkse toelage is bepaald;
- het C 450bis-attest van de RSZ;
- het attest dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
- de eindafrekening van de wetsverzekering;
- voor elk arbeidsongeval dat aanleiding heeft gegeven tot een schadevergoeding, een fotokopie van de door het centrum gedane aangifte;
- de afrekening van de gestorte vergoedingen bij schadeloosstelling naar aanleiding van een arbeidsongeval;
- de eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;
- de lijst van de personen die de aanvullende prepensioensvergoeding genieten samen met de individuele rekening van iedere betrokkene. »

Art. 15. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in lid 1 worden de woorden « over een maximumperiode van 12 maanden en na overleg met de directie van het centrum » toegevoegd na de woorden « recupereert het » (sic);

2. in lid 2 worden de woorden « die dat jaar van toepassing is » geschrapt.

Art. 16. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

« De aanvaardbare kosten op het vlak van de toelage voor personeelskosten kunnen de werkingstoelage rechtvaardigen. »

Art. 17. In artikel 40 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 1, 2, 3 en 4 geschrapt.

Art. 18. In artikel 45 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. Het in artikel 44 voorziene bedrag wordt verminderd om rekening te houden met het aantal werkdagen van de volgende maand :

a) afwezigheidsdagen verantwoord door de begunstigde of zijn ouders of zij die ermee belast zijn, met een maximum van 12 werkdagen per kalenderjaar;

b) afwezigheidsdagen verantwoord door een medisch attest;

c) afwezigheidsdagen verantwoord door een hospitalisatieattest;

d) afwezigheidsdagen verantwoord door een rechterlijke beslissing;

e) afwezigheidsdagen verantwoord zoals vermeld in de artikelen 29 en 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 werkdagen;

f) afwezigheidsdagen voor schoolvakanties;

g) afwezigheidsdagen verantwoord door een collectief evenement dat de onmogelijkheid met zich meebrengt zich naar het centrum te begeven, mits instemming van de administratie;

h) sluitingsdagen van het centrum die voortkomen uit de overdracht van een wettelijke feestdag;

i) pedagogische dagen die zijn vastgelegd in het collectieve plan van het centrum,

volgens de volgende formule : $A - 90 \% \text{ van } (A \times B) / C$

j) afwezigheidsdagen in de maand waarin de persoonlijke prestatieovereenkomst begint of afloopt,

volgens de volgende formule : $A - 100 \% \text{ van } (A \times B) / C$

waarbij

A = de financiële bijdrage vermeld in artikel 44;

B = het aantal werkdagen van afwezigheid in de maand zoals gepreciseerd in dit artikel;

C = het aantal werkdagen van de maand in kwestie. »

Art. 19. Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 48. Er kan geen enkele bijkomende financiële bijdrage worden gevraagd voor de kosten voor personeel, werking of opvang, met uitzondering van de terugbetaling van de kosten verbonden aan de opzettelijke beschadiging van het materiaal of het goed dat aan de persoon met een handicap ter beschikking wordt gesteld. »

Art. 20. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit betreffende de toegelaten uitgaven voor de verantwoording van de werkingstoelage van de dagcentra voor schoolgaande kinderen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Zorgen	Externe toilet- en verzorgingsdiensten
	Aankoop van farmaceutische goederen - Specialiteiten
	Aankoop van disposable materiaal
4. Voeding, met inbegrip van enterale voeding en het benodigde materiaal voor de opname ervan, alsook voedselvervangers	
10. Andere kosten	Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal (met inbegrip van eventuele elektronische aanpassingen)

	Informaticabehoeften (met inbegrip van eventuele elektronische aanpassingen)
14. Onderhoud en herstellingen	
14.3. Meubilair en rollend materieel	Aankoop, onderhoud en herstellingen meubilair
	Aankoop, onderhoud en herstellingen bureaumateriaal
	Aankoop, onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
	Aankoop, onderhoud en herstellingen rollend materieel

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Art. 22. Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 september 2012.

C. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

Namens het College,

E. HUYTEBROECK
Collegelid bevoegd
voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap

—
"Bijlage 1 bij het besluit 2011/1268
tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002
betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra voor schoolgaande kinderen
Bijlage 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002
betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra voor schoolgaande kinderen"

Centrum	Erkenning	Procentuele werkgeversbijdrage
CENTRE ARNAUD FRAITEUR	DCSK	51.44 %
CITE JOYEUSE	DCSK	52.52 %
CLC LA CLAIRIERE	DCSK	52.00 %
INSTITUT DECROLY	DCSK	51.22 %
IRAHM	DCSK	50.95 %
IRSA	DCSK	51.50 %
LA FAMILLE	DCSK	50.33 %
WAR MEMORIAL	DCSK	51.90 %
DCSK = dagcentrum voor schoolgaande kinderen		

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2011/1268 van 27 september 2012 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan dagcentra voor schoolgaande kinderen.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

C. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

E. HUYTEBROECK,
Lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 3644

[C - 2012/31787]

27 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté 2011/1269 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées modifié par les décrets des 5 février 2004, 9 juillet 2010 et 29 octobre 2010, les articles 36, 37, 38 et 64;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} avril 2004;